



« *La politique est toujours une activité collective* »

INTERVIEW DE
JEAN-BAPTISTE GHINS

Il y a quelques années, tu as écrit une carte blanche¹ critique autour du slogan « Tout est politique ». Te souviens-tu dans quel état d'esprit tu étais alors ?

En 2020, j'étais étudiant en philosophie, en master. Je fréquentais le milieu des sciences humaines, très marqué par les idées progressistes, et je traversais moi-même une période de politisation. C'était aussi le moment où émergeait ce qu'on a appelé la *cancel culture*. On voyait apparaître l'idée que, lorsqu'une personne a tenu des propos offensants ou adopté des comportements participant à des violences structurelles, il est nécessaire de la retirer de l'espace public.

J'étais dans une période de transition. J'ai un bagage plutôt conservateur, mais mes études m'ont conduit vers des positions beaucoup plus progressistes, que je revendique toujours. Malgré cela, certains aspects du progressisme me mettaient mal à l'aise. Ce qui m'interpellait particulièrement, c'était la manière dont on allait rechercher, dans le passé, des affiliations problématiques ou des propos rétrospectivement scandaleux pour retirer à certaines personnes toute légitimité dans le présent, au nom d'un agenda féministe ou antiraciste. J'avais le sentiment que certaines pratiques objectivement répressives devenaient acceptables simplement parce qu'elles étaient mises au service d'une bonne cause.

« Tout est politique » : ce slogan te pose donc question...

Je suis d'accord avec l'idée que tout est politique dans le sens où il y a une forme de contingence du monde, c'est-à-dire une non-nécessité de l'organisation des choses. « Tout est politique » signifie sous ce prisme que tout a été décidé, tout a été pensé, tout a été fabriqué par les êtres humains : notre langage, nos organisations, nos coutumes. Et donc, si on se ressaisissait politiquement des structures historiquement construites – au premier chef le capitalisme –, on pourrait les changer.

Sur quoi porte alors ta critique ?

Pour le comprendre, il faut revenir au concept de « politique ». Il y a une première compréhension de la politique, que l'on trouve chez Hannah Arendt. La politique est chez elle en lien avec la *polis*, la cité, non pas au sens géographique, mais comme communauté citoyenne. La politique renvoie au fait que des personnes impliquées dans un monde commun discutent ensemble, réfléchissent ensemble et construisent collectivement leur avenir partagé. J'aime bien parler de la politique comme forme de vie citoyenne. Une telle forme de vie suppose que l'on consacre du temps aux affaires publiques, que l'on s'intéresse à la société et que l'on cherche ensemble les moyens de la transformer. Elle repose aussi sur un principe fort d'égalité :

chacun est légitime pour participer à la réflexion et à l'action communautaires. Quand on adopte cette conception de la politique, on met spontanément l'accent sur le tissu associatif, les assemblées citoyennes et tous les espaces où les personnes peuvent se rassembler pour prendre la parole et contribuer à la vie publique.

En pratique, le slogan « Tout est politique » renvoie, selon moi, à une autre manière de comprendre la politique. Ici, elle est d'abord pensée comme un rapport de force. Les différents groupes de la société ont des intérêts incompatibles, et le mot « politique » permet de désigner cette rivalité permanente. Quand on dit d'une nomination professionnelle qu'elle est « très politique », c'est généralement cette idée que l'on a en tête : les décisions sont le résultat de compromis au sein de mécaniques de pouvoir. Sous ce prisme, « Tout est politique » signifie : l'action humaine est constamment le fruit d'une lutte entre des factions contraires.

Sans surprise, je défends la première vision. Ce qui est essentiel dans la politique comme forme de vie citoyenne, c'est que nous constituons ensemble un sens commun à travers la pratique collective. Nous agissons ensemble et, de ce fait, nous éprouvons l'appartenance à une même cité.

Je ne nie évidemment pas qu'il existe des rapports de force. Emmanuel Mounier – penseur essentiel du personnalisme, dans lequel je m'inscris – rappelait qu'aucune société ne s'est constituée sans force. Aucun ordre n'est indépendant d'une violence qui stabilise les relations humaines, la plupart du temps de façon inégalitaire. Mais, pour moi, toute la question politique est de savoir comment on sort de l'« empire de la force », selon l'expression de Mounier. Les rapports de force sont là par défaut. La démocratie, ou la « politique » comprise sous l'angle de la forme de vie citoyenne, consiste précisément à mettre en place des mécanismes qui permettent de dépasser les relations coercitives, donc forcées : une éthique de la discussion, un sentiment d'égalité, la reconnaissance de la légitimité d'autrui, des règles de droit soumises au jugement collectif. Afin de garder à l'esprit cet horizon, nous devons réserver le plus possible le terme « politique » à la prouesse démocratique qu'est la sortie de la violence par l'action collective.

Ne penses-tu pas que dans certaines situations, en famille, entre amis, dans un couple, ou dans une institution, il est parfois nécessaire de « politiser » des attitudes pour les dénoncer et déplacer le curseur ?

Paradoxalement, je suis assez d'accord avec cela. Quand on pense au féminisme ou à l'antiracisme, il est évident que nous prenons ces enjeux au sérieux parce que les personnes concernées nous disent : « Ça suffit. » Cette irruption est parfois vécue

Docteur en philosophie, Jean-Baptiste Ghins est co-fondateur du collectif « Bâtir le Bien Commun » et du café associatif « Le Nomade » à Bruxelles, deux façons d'allier foi chrétienne et défense de la justice sociale. Proche du *Centre Avec*, il est aussi co-auteur de l'ouvrage *Il renverse les puissants. Portraits de chrétiens contestataires* (Cerf, 2024).

très durement par celles et ceux dont les comportements ou les paroles sont brusquement remis en question. Je pense que cette rupture est cruciale et nécessaire. Il y a des situations où un rapport de force est indispensable pour rendre visibles des réalités qui ne le sont pas au sein de la culture dominante.

Mais... ?

Mais la mise en lumière des violences structurelles ne peut pas être le dernier mot de la politique. De façon schématique, on peut dire que la lutte est la condition de possibilité de la politique, sans l'épuiser. Le moment proprement politique advient lorsque, suite à la contestation, vient le moment de la constitution d'un espace public élargi. La question politique devient alors : quelle forme peut prendre une pratique collective enrichie des personnes jusqu'alors exclues ?

Ce schéma vaut aussi pour les incarnations plus « classiques » de la politique. Dans un parlement, les interpellations chocs peuvent provoquer des prises de conscience salutaires. Néanmoins, lorsque les débats virent au pugilat ininterrompu, on sent intuitivement qu'il y a une dissipation de l'idéal politique parlementaire.

J'ajoute tout de même que désormais je suis moins inquiet quant à une « censure » qui viendrait de la gauche. La tendance semble s'être globalement inversée. À la fin des années 2010, le progressisme avait le vent en poupe et, dans l'euphorie, produisait à mes yeux des mécaniques d'exclusion. Mon propos était alors de dire que ce fonctionnement risquait de bénéficier sur le long terme à l'extrême droite, car il légitime des logiques de « bouc émissaire » qui correspondent à la façon réactionnaire de penser la société. De fait, c'est aujourd'hui l'extrême droite qui « politise » tout, et veut étouffer dans l'œuf chaque tentative progressiste, à l'université ou dans les entreprises.

Tu associes aussi ce slogan à une forme de pureté militante qui a des effets pervers...

Le slogan « Tout est politique » est très souvent utilisé pour faire peser une responsabilité immense sur l'individu. Si toute action est politique, alors chaque faute prend immédiatement une dimension collective. Lorsque quelqu'un commet une faute, on ne considère pas cela comme une erreur ou un égarement ; on la perçoit comme une atteinte à la communauté tout entière.

Ce qui me frappe, c'est que cette manière de penser produit une forme de sur-responsabilisation individuelle et confère une dimension presque métaphysique à la faute. Une plaisanterie, un comportement maladroit ou une parole malheureuse peuvent avoir des conséquences très importantes : on perd sa légitimité, parfois son travail, des amis ou l'accès à certains espaces au prétexte que l'on représente un danger en soi. J'ai l'impression que l'on renoue avec des mécanismes très anciens, liés aux temps « mythiques » où la société était précisément conçue comme une totalité indissociable, au sein de laquelle la faute risquait de provoquer une fissure cosmique. Le slogan « Tout est politique » peut parfois recréer cette vision du tout systématiquement menacé dans son équilibre global. À nouveau, cela ressemble à la vision réactionnaire qui voit dans les comportements « déviants » non pas uniquement des infractions mais des atteintes à l'« ordre moral ».

Les militants sont eux-mêmes victimes de cette vision totalisante. Beaucoup ont le sentiment qu'ils doivent être présents sur tous les fronts, qu'ils doivent participer à toutes les mobilisations, contrôler leur manière de consommer, leurs paroles, leurs comportements, à moins de trahir la cause ou de se délégitimer. Comme si chacun portait, à lui seul, la responsabilité de l'ensemble du corps social. Cette charge me paraît problématique.

On parle beaucoup aujourd'hui de « bataille culturelle ». Que t'inspire cette expression ?

Je suis heureux qu'on en parle, parce que mes recherches portent sur la notion de « culture ». Je comprends l'usage de l'expression. Une société implique toujours une culture commune, c'est-à-dire une manière de ressentir le monde, de se représenter les autres, de considérer les rapports entre les femmes et les hommes, notre relation à la nature ou à l'autorité. De ce point de vue, il est évident que pour transformer la société, on peut vouloir agir « culturellement » sur ce qu'éprouvent les corps et qu'il y a donc une bataille « culturelle » à l'œuvre.

En revanche, je me méfie des effets symboliques liés au mot « bataille ». La connotation martiale encourage une stratégie d'hégémonie : il faudrait occuper les médias, les réseaux so-

ciaux, les lieux de production culturelle, afin d'imposer progressivement certaines représentations. C'est là que je deviens plus critique. À partir du moment où l'on souhaite façonner techniquement les visions du monde, on quitte en réalité la pratique culturelle au profit de la propagande. Peu importe, ici, le contenu défendu, c'est la logique instrumentale qui me pose question : on mobilise le dispositif technique pour « fabriquer » une sensibilité.

Je pense que beaucoup de progressistes estiment qu'on peut utiliser les outils de l'industrie culturelle numérique, comme les réseaux sociaux, pour produire une culture progressiste. Or cette industrie favorise aujourd'hui les logiques de polarisation et, sur le long terme, profite davantage aux mouvements réactionnaires, intrinsèquement plus à l'aise quand il s'agit de provocation et d'antagonisme. S'il y a un agenda politique « culturel » à mettre en place, je parlerais moins de « bataille culturelle » que d'un nécessaire passage de l'« industrie culturelle » à la « démocratie culturelle ».

Tu vas faire des heureux parmi nos lecteurs... Qu'entends-tu par « démocratie culturelle » ?

En Belgique, la démocratie culturelle est souvent comprise dans un sens institutionnel, à travers les centres ou les politiques culturelles. C'est évidemment important, mais je crois qu'il faut lui redonner un sens plus large. La démocratie culturelle, c'est à mes yeux la possibilité, pour les citoyens, de participer à la construction du « sens commun », dans la compréhension la plus charnelle du terme. La question n'est pas seulement de favoriser l'accès aux arts. Elle est de savoir comment nous créons des espaces où les personnes peuvent réellement se rencontrer, discuter, confronter leurs expériences et élaborer ensemble une façon d'éprouver les choses.

Le tissu associatif est d'une importance capitale. Céline Nieuwenhuys rappelle souvent que les territoires où la vie associative est dense résistent davantage à la progression de l'extrême droite. Contrairement aux réseaux sociaux, qui vous connectent à des profils similaires sur une base purement statistique en fonction de calculs sur des données et encouragent des affects claniques, les relations dans des espaces concrets permettent une compréhension mutuelle et un *ressentir avec autrui*. Hannah Arendt propose la belle expression de « toile des relations humaines ». Lorsque vous êtes en présence d'autrui, vous faites vibrer cette toile par vos gestes et vos mots, et tout le monde en ressent les effets. L'expérience humaine est ainsi conçue comme constamment partagée avec d'autres.

Quand on participe à une association, on développe une capacité à comprendre des expériences qui ne sont pas les nôtres. On apprend à écouter, à délibérer, à partager un monde commun. Les réseaux sociaux fonctionnent très différemment. Ils

organisent des environnements où chacun reçoit des contenus caricaturaux qui disent très peu des situations réelles et reflètent ce qu'on pense déjà. Dans la situation d'« industrie culturelle », où nous sommes tous seuls face à un écran, notre sensibilité est finalement complètement déterminée par un dispositif dont le fonctionnement échappe au contrôle démocratique. À l'inverse, la démocratie culturelle suggère une véritable expérience de la pluralité et de la participation civique, où l'on ressent par l'intermédiaire des autres, qui deviennent l'extension politique de notre propre corps.

Il ne s'agit donc pas de convaincre un maximum de monde que nos idées sont les bonnes, ou de cataloguer les gens comme étant de gauche, de droite, du centre, etc.

Si l'on comprend la politique comme une forme de vie citoyenne, alors la question centrale devient : comment est-ce qu'on crée une communauté politique ? C'est cela, pour moi,



l'énigme politique. Il ne s'agit pas de répartir les individus entre les bons et les mauvais, ni d'établir qui mérite encore de participer à la vie commune. La question est beaucoup plus difficile : comment continue-t-on à faire communauté malgré les fautes, malgré les désaccords, malgré les blessures ?

Pour moi, la politique est l'espace où une société construit collectivement du sens, tant du point de vue cognitif – des idéaux partagés – qu'affectif – des désirs communs. Dans le monde désenchanté de la modernité, il n'existe pas de sens qui précède l'action politique, sous la forme de Dieu ou autre. Je me méfie toujours des démarches qui consistent à entrer en politique avec une conception déjà achevée de la société idéale, du bien et du mal... On peut évidemment avoir des convictions écologiques, chrétiennes, socialistes ou autres. Mais le moment politique commence lorsque ces convictions acceptent d'entrer dans une construction commune, et non lorsqu'elles cherchent simplement à s'imposer stratégiquement.

La morale et la politique sont donc deux choses différentes ?

Oui. Ce que j'appelle une logique morale, c'est le fait d'arriver dans l'espace politique avec une idée du bien déjà constituée et de vouloir utiliser la politique pour la réaliser. À ce moment-là, la présence des autres devient secondaire. Les autres sont ceux qui adhèrent ou non à ce que je pense déjà. L'usage qui est fait du slogan « Tout est politique » peut activer cette logique morale, quand il signifie simplement que tout moment est l'opportunité de gagner ou le risque de perdre du terrain idéologique, logique au sein de laquelle il est normal d'exclure celles et ceux qui me font obstacle. La pensée d'Hannah Arendt consiste, au contraire, à poser une autre question : qu'est-ce que cela veut dire, agir ensemble ? Si on part du principe que la politique, c'est l'action collective, personne ne devrait en être exclu, pas même ceux qui ont été condamnés ou qui sont en prison. □

Propos recueillis par Guillaume Lohest

1. « Si tout est politique, rien ne l'est », carte blanche de Jean-Baptiste Ghins, *Le Soir*, 24 octobre 2020.